

Termes de Référence

Titre : Recrutement d'un(e) Consultant(e) National(e) pour la réalisation d'une cartographie des structures œuvrant dans les domaines de la prise en charge médicale et de la réinsertion sociale et économique des ancien(ne)s détenu(e)s et/ou des groupes vulnérables

Contrat : Contrat Individuel (IC)

Durée : 22 jours ouvrables

Lieu de travail : Travail à distance et déplacements sur le Grand Tunis et le Kef

1. Contexte

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) met en œuvre, en partenariat avec le Ministère de la Justice et la Direction Générale des Prisons et de la Rééducation (DGPR), un projet d'appui au « Renforcement des services de prévention et de prise en charge en matière de dépendance aux drogues et d'infections transmissibles dans les prisons tunisiennes et promotion de la réinsertion des détenu(e)s », avec le soutien de la Fondation Drosos.

Dans le cadre de ce projet, et plus spécifiquement dans le cadre de son résultat 3 « Les liens avec les services fournis dans les communautés sont renforcés pour appuyer la continuité de la prise en charge et de la réinsertion des détenu(e)s, y compris les usager(e)s de drogues et les personnes séropositives », plusieurs activités sont programmées pour répondre aux besoins des détenu(e)s à leur libération en termes d'accompagnement. Il s'agit, en premier lieu, de mettre en place des mécanismes de référence qui permettent d'assurer une continuité des soins aux ancien(ne)s détenu(e)s, en particulier en ce qui a trait au traitement du VIH, des hépatites virales, de la tuberculose, des infections sexuellement transmissibles et de la dépendance aux drogues. En second lieu, notamment pour minimiser les risques de récidive, il s'agit de veiller à ce que les ancien(ne)s détenu(e)s puissent bénéficier d'un accompagnement de la part des structures intervenant dans les domaines de la promotion et de la réinsertion sociale ainsi que de la réinsertion économique.

Ainsi, la présente mission pour la réalisation d'une cartographie des structures œuvrant dans les domaines de la prise en charge médicale et de la réinsertion sociale et économique des ancien(ne)s détenu(e)s et/ou des groupes vulnérables a été programmée. Sa mise en œuvre sera assurée par un(e) consultant(e) national(e) qui sera recruté(e).

2. Objectif de la mission

La présente mission vise à identifier les différentes structures intervenant auprès des ancien(ne)s détenu(e)s (femmes, hommes et enfants) et celles pouvant potentiellement intervenir auprès des ancien(ne)s détenu(e)s dans les domaines suivants :

- a. **Santé :** Prévention et traitement du VIH, des hépatites virales, de la tuberculose, des infections sexuellement transmissibles et de la dépendance aux drogues, réduction de risques liés à l'usage de drogues, etc.

- b. **Promotion et insertion sociale** : Assistance au logement, activités de réinsertion sociale incluant des activités culturelles ou sportives, prise en charge psychologique, assistance juridique, etc.
- c. **Insertion économique** : Formation professionnelle, coaching, activités génératrices de revenus, accompagnement à l'entrepreneuriat, accès à la microfinance, etc.

La cartographie concernera aussi bien les institutions publiques, que les organisations de la société civile et organisations internationales, intervenant soit dans la région du Grand Tunis, soit dans la région du Kef. Elle inclura en outre les structures intervenant à l'échelle nationale.

Pour chacune des structures identifiées, il sera procédé à une revue exhaustive des services qu'elle offre (incluant la couverture, les bénéficiaires directs et indirects, les critères d'accès à ces services, leur disponibilité : jours et heures d'offre de services, etc.). En outre, une présentation de la structure en question (mission et objectifs, coordonnées, principaux axes d'intervention, structure de gouvernance, etc.) devra être fournie et une première analyse de son degré d'intérêt et de sa volonté d'engagement dans les activités de réinsertion des détenu(e)s programmées dans le cadre du projet devrait être réalisée.

La cartographie ainsi réalisée permettra d'identifier l'ensemble des intervenants qui sont (ou pourraient être) impliqués dans l'accompagnement des ancien(ne)s détenu(e)s et les mobiliser au sein d'une plateforme de coordination qui permettrait d'optimiser l'offre de services à l'intention de cette population.

3. Tâches et responsabilités :

Sous la supervision de la chargée de projet, et en concertation avec la Direction Générale des Prisons et de la Rééducation (DGPR), le (la) consultant(e) aura à effectuer les tâches suivantes :

1. Procéder à un travail de recherche documentaire pour une identification initiale des structures à inclure dans la cartographie.
2. Participer aux réunions de briefing et de suivi organisées conjointement par l'ONUDC et la DGPR.
3. Élaborer une note méthodologique, en langue française, détaillant la méthodologie adoptée et indiquant le calendrier de mise en œuvre de la mission, notamment pour ce qui est des déplacements à effectuer. Le draft de la note méthodologique devrait être disponible au plus tard cinq (05) jours après la date de début de la mission.
4. Développer et tester les outils de recherche qui seront utilisés pour la réalisation de la cartographie (questionnaires/guide d'entretien, matrice d'analyse des données collectées, etc.).
5. Procéder à la mise en œuvre des entretiens avec les structures identifiées au niveau des zones géographiques considérées.
6. Organiser les données recueillies selon la grille d'analyse développée.
7. Rédiger un rapport en langue française incluant une analyse des services offerts par chacune des structures considérées et/ou du potentiel de ces structures par rapport aux thématiques d'intérêt. Le rapport renfermera également une fiche de présentation détaillée de chacune des structures cartographiées.
8. Animer un atelier de restitution et de validation des résultats de la cartographie auquel participeront les principaux partenaires nationaux ainsi que l'ensemble des structures incluses dans la cartographie.
9. Finaliser le rapport de la cartographie en intégrant les propositions et les recommandations des participant(e)s à l'atelier de restitution.

10. Produire, à partir du rapport de la cartographie validé, un guide en langue arabe organisé par thématique et par région, à l'intention des ancien(ne)s détenu(e)s qui pourrait être utilisé pour les orienter vers les structures offrant des services de réinsertion.
11. Animer un atelier de présentation et de validation du guide produit, auquel participeront les principaux partenaires nationaux ainsi que l'ensemble des structures incluses dans la cartographie.
12. Finaliser le guide en intégrant les propositions et les recommandations des participant(e)s à l'atelier de présentation.

4. Produits de la mission

- a. Une note méthodologique détaillée, incluant le calendrier de mise en œuvre de la mission.
- b. Les outils de collecte et d'analyse des données développés et validés.
- c. L'ensemble des outils remplis et de la base de données sur support informatique.
- d. Le rapport, en français, de l'atelier de restitution et de validation de la cartographie ainsi que les supports développés à cet effet (présentations PowerPoint et tout autre document pertinent).
- e. Le rapport de la cartographie, en français, validé.
- f. Le rapport, en français, de l'atelier de présentation et de validation du guide ainsi que les supports développés à cet effet (présentations PowerPoint et tout autre document pertinent).
- g. Le guide, rédigé en langue arabe, validé.

5. Profil du (de la) consultant(e)

- Être titulaire d'un diplôme en sciences sociales ou toute autre discipline connexe ;
- Avoir au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine du développement, en particulier en lien avec les populations vulnérables et marginalisées ;
- Disposer d'une expérience avérée dans la réalisation de missions similaires (au moins une mission de cartographie réalisée) ;
- Avoir une connaissance avérée des organisations de la société civile et des institutions publiques intervenant dans les domaines de la santé (VIH, hépatites, tuberculose, infections sexuellement transmissibles, dépendance aux drogues) et de la réinsertion sociale et économique ;
- Maîtriser la communication orale et écrite en langues française et arabe.

6. Critères d'évaluation des candidatures

Les candidatures seront évaluées en deux étapes :

1. **Évaluation technique** conformément à la grille d'évaluation ci-dessous. Chaque candidature sera notée sur un total de 70 points.

Critère d'évaluation	Score maximal
• Pertinence du diplôme universitaire - Licence 5 points - DEA ou maîtrise 7 points - Doctorat 10 points	10
• Nombre d'années d'expérience pertinente - 10 ans d'expérience.... 05 points - Entre 10 et 15 ans d'expérience.... 10 points - Plus de 15 ans d'expérience.... 25 points	25

• Expérience dans la réalisation de missions similaires - Une expérience similaire.... 10 points - Deux expériences similaires.... 20 points - Plus de deux expériences.... 25 points	25
• Maîtrise du français	5
• Maîtrise de l'arabe	5
Total =	70

2. Évaluation financière :

Seul(e)s les candidat(e)s ayant obtenu un minimum de 49 points sur 70 dans l'évaluation technique seront considérés pour l'évaluation financière.

L'offre technique est pondérée à 70% et l'offre financière à 30%. Le (la) candidat(e) ayant obtenu le score le plus élevé suite aux évaluations technique et financière sera le (la) candidat(e) qui sera retenu(e).

7. Période et durée de la mission

La durée de la mission est estimée à un maximum de 22 hommes/jours répartis sur la période allant du 16 octobre 2017 au 31 mars 2018.

8. Honoraires

Le paiement des honoraires interviendra en trois (03) tranches, conformément aux modalités indiquées dans le tableau ci-dessous :

Tranches	Modalités
30%	Païement à la validation du protocole et des outils de l'enquête
40%	Païement à la validation du rapport de la cartographie et du rapport de l'atelier de restitution et de validation de la cartographie
30%	Païement à la validation du guide et du rapport de l'atelier de validation du guide

9. RELATIONS DE TRAVAIL

- Le (la) consultant(e) travaillera sous la supervision technique et administrative de l'ONUDC.
- Le (la) consultant(e) n'est pas autorisé(e) à publier, ni faire publier sous quelque forme que ce soit, les résultats de cette mission, sans le consentement préalable écrit de l'ONUDC.
- Aucune donnée collectée dans le cadre de cette mission ne pourra être utilisée pour d'autres travaux.
- Le (la) consultant(e) sera responsable vis-à-vis de l'ONUDC de la qualité des produits de cette mission et du respect du chronogramme des activités.

10. Dossier de candidature

Les candidatures devront être soumises **au plus tard le 21 septembre 2017 à 17h (Heure de Tunis)** à : procurement.tn@undp.org avec en copie : hana.benfadhil@unodc.org.

Les dossiers de candidature devront être constitués des pièces suivantes :

- Curriculum vitae détaillé ;
- Une copie d'un produit élaboré, en langue arabe, dans le cadre d'une mission similaire à celle objet de cet appel à candidatures ;
- Offre technique, de deux pages maximum, rédigée en langue française ;
- Offre financière forfaitaire détaillée incluant les frais de mission (déplacements programmés en dehors de la région de résidence – la région du Grand Tunis étant considérée comme une zone unique ; hébergement si pertinent ; frais de communication ; etc.).

Seul(e) le (la) candidat(e) retenu(e) sera contacté(e). Des entretiens pourront être organisés pour la validation de la sélection du (de la) consultant(e).